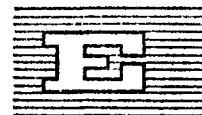


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1203
3 février 1976

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre en date du 27 janvier 1976 adressée au Directeur de la
Division des droits de l'homme par le Représentant permanent
du Portugal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous exposer ci-dessous les principaux faits concernant la situation de 23 militaires portugais détenus à Timor depuis le mois de septembre de l'année dernière :

1. Au cours des opérations de transfert de l'administration portugaise de Timor vers l'île de Atauro, un groupe de 19 militaires portugais, accompagnés par la femme et la fille de l'un d'eux, a été emprisonné, le 27 août 1975, près de la localité de Batugadé par des éléments du mouvement UDT. Ils sont restés détenus dans cette localité.

2. Le 3 septembre, un autre groupe, composé de 5 militaires portugais, dûment autorisé par les autorités indonésiennes, s'est réfugié à Atambua, localité proche de la frontière, en territoire indonésien.

Les autorités indonésiennes ont donné également leur assentiment pour qu'un avion du Gouvernement de Timor vienne les chercher dans cette ville.

Toutefois, manquant au compromis antérieurement assumé, les autorités indonésiennes ont refusé de donner leur permission pour l'embarquement des cinq militaires dans l'avion, et les ont conduits à Kupang (capitale de Timor indonésien), invoquant des ordres reçus de leur gouvernement.

Plus tard, en déclarant le faire sur leur demande, lesdites autorités ont conduit ces militaires à Batugadé où elles les ont remis à l'UDT.

GE.76-2045

3. A la fin du mois d'octobre un des militaires détenus, sa femme et sa fille ont été libérés.

Les autres 23 militaires étaient, sans aucune justification, maintenus en état de détention.

4. Le Gouvernement portugais considère que les autorités indonésiennes ont une grave responsabilité dans cette affaire des 23 militaires détenus par l'UDT.

Preuves en sont : la remise à l'UDT des cinq militaires réfugiés à Atambua, et diverses nouvelles, certaines de source sûre, signalant la présence des militaires portugais en territoire indonésien de Timor, notamment à Atapupu où ils ont été placés, à un certain moment, sous la protection de la police indonésienne.

5. Le Gouvernement portugais a fait parvenir au Gouvernement indonésien une note, en date du 1er octobre 1975, demandant le rapatriement immédiat des militaires détenus.

Dans sa réponse, en date du 30 octobre, le Gouvernement indonésien se bornait à souligner les efforts entrepris pour agir en tant qu'intermédiaire entre le Gouvernement portugais et l'UDT et joignait à sa note le texte d'une déclaration du président de ce parti, qui posait pour la libération des détenus des conditions indépendantes de la volonté du Gouvernement portugais, comme la libération préalable des éléments de l'UDT détenus par le FRETILIN.

6. Le Ministre portugais des affaires étrangères a soulevé le problème des 23 militaires détenus, au cours des entretiens qu'il a eus à Rome, le 1er et le 2 novembre 1975, avec son collègue indonésien.

A cette occasion, M. Malik a reconnu qu'il s'agissait d'une question de la plus grande importance pour le Portugal et a affirmé qu'il ne ménagerait pas ses efforts auprès de l'UDT en vue d'obtenir une libération rapide des prisonniers.

7. Le 22 octobre, mon gouvernement a insisté auprès du Gouvernement indonésien pour que lui soit fournie une réponse à la note dont il est fait mention au point 5.

En même temps, le Gouvernement portugais rejetait énergiquement les affirmations attribuées au président de l'UDT, suivant lesquelles ce parti serait forcé d'exercer "une action répressive contre les prisonniers" au cas où le Portugal insisterait pour obtenir leur libération sans tenir compte de la position dudit mouvement et de ses alliés.

8. Au cours du mois d'octobre, le Président de la République portugaise a convoqué, à deux reprises, l'Ambassadeur de l'Indonésie à Lisbonne, afin de lui demander l'intervention de son pays pour obtenir la libération des détenus.

9. Le 15 décembre, le Gouvernement portugais a demandé aux gouvernements de neuf pays amis de servir de médiateurs auprès de l'Indonésie en vue d'obtenir la libération immédiate des militaires portugais.

Les démarches ont été effectuées simultanément à Lisbonne, par le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères auprès des représentants des Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Pays-Bas, Yougoslavie, République fédérale d'Allemagne, Japon, Inde et Australie et par notre Représentant permanent à New York auprès des représentants permanents des mêmes pays ainsi que de la Tanzanie.

10. Le Ministre portugais des affaires étrangères a également évoqué cette question à New York avec le Secrétaire général des Nations Unies lui demandant son intervention, à titre humanitaire.

11. Le Gouvernement portugais a également demandé l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

12. Les réponses transmises par les pays auprès desquels ont été effectuées les démarches mentionnées au point 9 peuvent se résumer ainsi : le Gouvernement indonésien a rejeté toute responsabilité en ce qui concerne le maintien en prison des militaires portugais, étant donné qu'ils se trouvaient entre les mains de l'UDT. Il regrettait donc de ne pas pouvoir agir.

13. Le Comité international de la Croix-Rouge n'a pas reçu de réponse positive du Gouvernement indonésien au sujet des détenus.

14. Face aux réponses mentionnées au point 12, mon gouvernement a effectué, par l'intermédiaire du Représentant permanent du Portugal auprès de l'ONU, des démarches auprès des dirigeants de l'UDT qui s'étaient rendus à New York.

Ceux-ci se déclarent dans l'impossibilité de résoudre ce problème qui, ont-ils affirmé, dépend exclusivement du Gouvernement indonésien, sur le territoire duquel se trouveraient les prisonniers.

15. Mon gouvernement a demandé également la médiation de l'Ambassadeur du Brésil à Djakarta auprès du Gouvernement indonésien sans qu'il y ait eu de résultats jusqu'à présent.

16. Le Gouvernement portugais a attiré aussi l'attention toute particulière de M. V. Winspeare Guicciardi, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, chargé d'une mission d'information à Timor, sur la situation de ces 23 militaires portugais, en vue de leur libération.

Les autorités portugaises ont donc déployé tous les efforts et essayé toutes les voies pour obtenir la libération des 23 militaires détenus à Timor sans aucun résultat tangible.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir entreprendre toutes les démarches jugées utiles pour résoudre, dans le plus bref délai, ce cas d'atteinte aux droits de l'homme, notamment en le soumettant à la considération de la Commission des droits de l'homme.